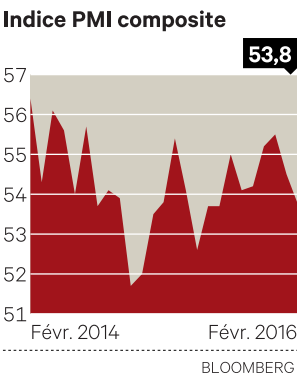


MONDE

en chiffres

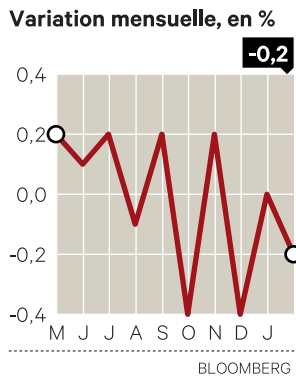
ALLEMAGNE : LE SECTEUR PRIVÉ MARQUE LE PAS

La croissance du secteur privé allemand a ralenti en février (53,8 contre 54,5 en janvier), pour le deuxième mois d'affilée, du fait essentiellement du ralentissement économique mondial, selon Markit. L'indice se maintient malgré tout pour le 34<sup>e</sup> mois d'affilée au-dessus de la barre de 50.



ITALIE : REPLI DES PRIX DE 0,2 % EN JANVIER

Les prix en Italie ont baissé de 0,2 % en janvier sur un mois, mais restent positifs sur un an, selon les chiffres définitifs publiés lundi par l'Institut national des statistiques (Istat). Les prix calculés selon les normes harmonisées de l'Union européenne s'établissent à -2,2 % sur un mois mais à 0,4 % sur un an.



470 MILLIARDS D'EUROS

Le coût de la fin de Schengen, la facture sera particulièrement lourde pour les pays de l'Union européenne. Elle sera également de plusieurs dizaines de milliards pour les Etats-Unis et la Chine, selon une étude pour la Fondation Bertelsmann.

La France poursuit son rapprochement diplomatique avec l'Amérique latine

- François Hollande est, ce mardi, au Pérou, avant l'Argentine et l'Uruguay.
- Les relations commerciales et la coopération stratégique seront au cœur de la visite.

AMÉRIQUE DU SUD

Trois pays en trois jours. La dernière tournée en Amérique latine d'un président français remonte au premier mandat de Jacques Chirac, en 1997. Arrivé directement de la Polynésie française, François Hollande fait une halte au Pérou ce mardi avant de gagner l'Argentine et de terminer par l'Uruguay. Une visite éclair mais un symbole fort dans un continent longtemps négligé par la politique étrangère de la France.

« Ces dernières années, l'Amérique latine n'était clairement pas au centre des préoccupations des pays européens. Le décalage politique était trop important avec les gouvernements marqués très à gauche de l'Argentine et du Venezuela, entre autres », explique Patricio Gómez Talavera, chercheur au Centre argentin d'études internationales (CAEI). En étant le premier chef d'Etat occidental à visiter Cuba depuis l'ouverture de l'île l'an dernier, François Hollande, qui a également restauré le dialogue entre Paris et Mexico, a en quelques années remis l'Amérique latine au premier plan de la diplomatie française.

La délégation du président français est composée de plusieurs chefs d'entreprise – parmi lesquels ceux de Thales International et des Laboratoires Anios – soucieux de se tourner vers les marchés sud-

américains. A Lima, plusieurs accords commerciaux doivent être signés en marge du forum économique. Le Pérou et la France signeront également un accord de coopération stratégique concernant l'exploitation d'un satellite espion que Lima avait commandé à Airbus DS en 2014 pour 150 millions d'euros. Le constructeur français le livrera au Pérou cette année.

Un signal fort

Viendra ensuite l'étape argentine. François Hollande arrive mercredi à Buenos Aires et sera rejoint, pour l'occasion, par son nouveau ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault. Deux mois après l'investiture du président libéral, Mauricio Macri, la visite du chef d'Etat français se veut un signal fort de rapprochement entre les deux pays. S'il n'est pas prévu de signature d'accord économique en Argentine, Julio Gambina, professeur d'économie politique à l'Université nationale de Rosario, estime que « le simple fait que François Hollande vienne en Argentine pourrait suffire à relancer l'intérêt des investisseurs français ».

Le président argentin attend aussi de la venue de François Hollande qu'elle permette de relancer les discussions autour de l'accord de libre-échange entre le Mercosur (le marché commun des pays d'Amérique du Sud) et l'Union européenne. Mauricio Macri a déclaré au Forum économique mondial de



Le président François Hollande fait une visite éclair dans un continent longtemps négligé par la politique étrangère de la France. Photo Alain Jocard/AFP

« Le simple fait que François Hollande vienne en Argentine pourrait suffire à relancer l'intérêt des investisseurs français. »

JULIO GAMBINA  
Professeur d'économie politique à l'Université nationale de Rosario.

Davos, fin janvier, qu'il souhaitait parvenir à un accord avant la fin de son mandat. Mais, sur cette question, Julio Gambina reste prudent : « Les négociations piétinent depuis quinze ans. Je ne pense pas qu'il ressortira grand-chose de ces discussions. C'est avant tout un signal de rapprochement politique. »

« Coopération scientifique »  
Le voyage de François Hollande s'achèvera par une courte étape uruguayenne, ajoutée à la demande du président, soucieux

de conforter ses bonnes relations avec son homologue socialiste Tabaré Vázquez. « Les liens politiques et économiques entre la France et l'Uruguay sont déjà forts, bien plus qu'avec l'Argentine. L'accent sera surtout mis sur la coopération scientifique et universitaire », affirme le chercheur Patricio Gómez Talavera. François Hollande visitera de fait l'Institut Pasteur de Montevideo avant de repartir pour la France, dans la nuit de jeudi à vendredi. — A. V.-M.

Macri réveille l'intérêt des Français pour l'Argentine

Le nombre d'entreprises françaises n'a pas augmenté depuis plusieurs années à cause du protectionnisme des Kirchner.

Aude Villiers-Moriamé  
— Correspondante à Buenos Aires

Prévu initialement en novembre, le voyage de François Hollande en Argentine avait été repoussé en raison des attentats de Paris. Il a lieu finalement deux mois après l'arrivée au pouvoir du candidat libéral. L'élection de Mauricio Macri sonne comme un soulagement pour la communauté internationale. Les investisseurs étrangers souffraient de ne plus pouvoir accéder au marché argentin à cause de la politique protectionniste du gouvernement de Cristina Kirchner. « Depuis 2011, les taxes à l'importation ont découragé de nombreux investisseurs de venir tenter leur chance en Argentine », explique Pablo Tiscornia, responsable emploi et formation à la Chambre de commerce et d'industrie franco-argentine (Ccifa).

Les entreprises françaises ne manquent pourtant pas en Argentine. On en compte 250, selon la Ccifa. Mais « c'est un chiffre qui n'a pas évolué ces dernières années. Il y a eu peu de nouvelles implantations. Nous répondions aux rares entrepreneurs qui nous contactaient que c'était compliqué, voire impossible, de s'installer dans le pays », précise Pablo Tiscornia.

Un impact positif

Dans les années 1990, la France était le deuxième investisseur en Argentine. Aujourd'hui, elle est neuvième, ayant cédé sa place à la Chine, interlocuteur privilégié de l'ancien gouvernement Kirchner. L'inflation galopante – près de 30 % par an depuis 2011 – a aussi contribué à décourager les entrepreneurs français. En 2014, les échanges ont baissé de 26 % (à 1,2 milliard d'euros) par rapport à 2013. L'accession au pouvoir de Mauricio Macri a au moins relancé l'intérêt pour ce pays. De deux demandes de prospection par an, la Ccifa en a recensé douze en deux mois. La fin du contrôle des changes, la réduction des droits de douane sur certains produits ont eu un impact positif sur les investisseurs étrangers. « Le climat est beaucoup plus favorable à l'investissement aujourd'hui », estime Dominique Croce. Ce Français trentenaire va ouvrir, en mars, un magasin d'accessoires de mode dans le centre de Buenos Aires après une première expérience dans la restauration. La France, dont une vingtaine d'entreprises accompagnent le chef de l'Etat n'est pas la seule à vouloir profiter de ce nouveau contexte. Mauricio Macri a reçu la semaine dernière le chef de gouvernement italien, Matteo Renzi, et accueillera Barack Obama le mois prochain. ■

En dépit de la rigueur, le Brésil manque ses objectifs budgétaires

Le nouveau ministre des Finances annonce des coupes budgétaires qui n'éviteront pas un nouveau dérapage des finances publiques.

Thierry Ogier  
— Correspondant à São Paulo

Nelson Barbosa a abattu ses cartes le week-end dernier. Le nouveau ministre brésilien des Finances essaie désespérément de regagner la crédibilité budgétaire perdue par le Brésil en raison de la récession durable qui l'affecte. Il n'a pas pour autant dissipé toutes les ambiguïtés.

D'un côté, la rigueur, avec des coupes budgétaires de 23,4 milliards de reais (5,2 milliards d'euros) et la mise en place d'un « plafond » pour les dépenses publiques, qui continuent d'augmenter avec la récession. Le chômage a explosé de 40 % en un an (9,1 millions de personnes en novembre). Depuis, de nouvelles suppressions d'emplois dans la sidérurgie (Usiminas) et chez les fabricants de produits électroménagers (la filiale du mexicain Mabe a fait faillite) ont été annoncées.

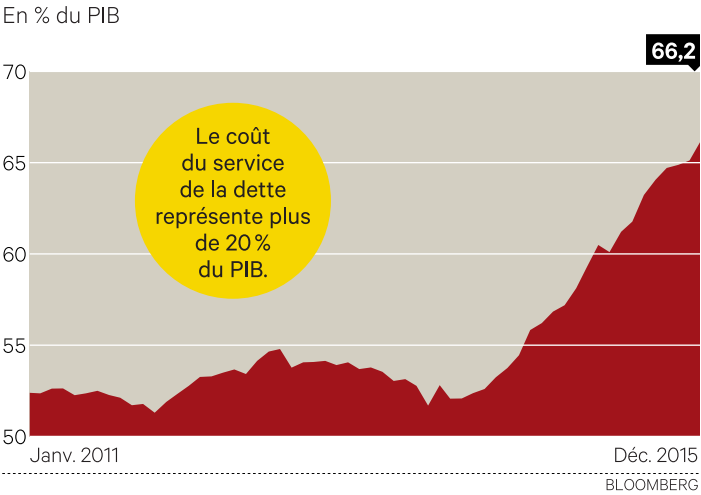
General Motors, de son côté, vient d'indiquer qu'il pourrait revoir son plan d'investissement à la baisse.

Pour regagner la confiance des investisseurs, Nelson Barbosa défend également une réforme en profondeur du système des retraites (il n'existe pas actuellement d'âge minimum), ce qui lui vaut les critiques du Parti des travailleurs (PT), dont il est pourtant proche. « Approuver la réforme de la prévoyance sociale, dit-il, aurait un impact positif immédiat, cela enverrait un signe en direction de la stabilité des finances publiques. »

Pétard mouillé

Mais, dans le même temps, Nelson Barbosa lâche du lest avec la « flexibilisation de l'objectif budgétaire », l'indicateur clef permettant de mesurer l'effort du Brésil pour stabiliser sa dette. Dans la pratique, le géant latino-américain n'a pas réussi à atteindre ses objectifs au cours des dernières années, ce qui a conduit les agences de notation à dégrader à plusieurs reprises la note de la dette brésilienne. Standard & Poor's vient ainsi de l'abaisser à BB, soit deux niveaux au-dessous du seuil de « bon payeur ». Pour cette année, le gou-

La dette de l'Etat s'envole



vernement s'était engagé à dégager un excédent budgétaire primaire (avant paiement des intérêts de la dette) de 0,5 % du PIB, mais, avec les nouvelles règles annoncées, il pourra accuser un déficit de l'ordre de 1 % du PIB. « Avec cela, on est loin de pouvoir stabiliser les finances publiques », note Neil Shearing, chef économiste pour les marchés émer-

gents de Capital Economics, qui qualifie le plan Barbosa de « pétard mouillé ». Son homologue de la banque brésilienne Itaú Unibanco, Ilan Goldfajn, est encore plus sévère. Il estime que le Brésil, après avoir été relégué en deuxième division, risque à présent de plonger en troisième division s'il ne prend pas des mesures énergiques. ■